

Chapitre 1

Introduction et vue d'ensemble

1.1. Les informations sur l'intégration des immigrés et de leurs enfants sont essentielles pour avoir un débat politique de qualité

L'intégration des immigrés et de leurs enfants est l'une des priorités des pouvoirs publics des pays de l'Union européenne et de l'OCDE pour plusieurs raisons, parmi lesquelles l'intensification des flux migratoires en direction de nombreux pays ces vingt dernières années et l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre croissant de descendants d'immigrés. L'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail et dans la société dans son ensemble est essentielle pour renforcer la cohésion sociale et la croissance économique des pays d'accueil ainsi que pour donner aux immigrés la capacité de devenir des citoyens autonomes et productifs. Ce processus conditionne aussi souvent l'acceptation par la population du pays d'accueil de nouveaux arrivants.

Le sentiment de la population à l'égard des immigrés est toutefois influencé par de nombreux préjugés. Il est par conséquent indispensable de fournir aux décideurs et au public des faits et des chiffres solidement établis, lesquels permettent d'évaluer l'évolution dans le temps de l'intégration des immigrés et de leurs enfants, de se poser les bonnes questions et de relever les bons défis. Les indicateurs de l'intégration ne servent pas forcément, en soi, à évaluer les politiques d'intégration, mais ils mettent en évidence les réussites et les échecs de ces politiques, tout en attirant l'attention sur les solutions politiques possibles. Ce premier chapitre examine les bénéfices inhérents au développement d'un système de suivi de l'intégration au niveau international, basés sur des concepts et définitions harmonisés, et présente des problématiques transversales.

L'étude des différents concepts d'« intégration » appliqués aux immigrés n'entre pas dans le cadre de la présente publication, qui a pour objet d'examiner les indicateurs utilisés pour mesurer statistiquement la convergence économique et sociale entre les immigrés et les personnes nées dans le pays. Cette démarche soulève deux ensembles de questions :

- Comment définir la population immigrée et avec quel sous-groupe démographique comparer leurs résultats ?
- Comment utiliser des indicateurs pour mesurer l'intégration ?

Qui sont les immigrés ?

Les pays font référence à différents groupes quand ils évoquent leur « population immigrée ». En effet, les pays d'installation (Australie, Canada, États-Unis et Nouvelle-Zélande), l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud considèrent que tout individu né à l'étranger est un immigré, tandis que l'Europe possède divers concepts qui intègrent des facteurs comme la nationalité actuelle, la nationalité à la naissance, et l'appartenance ethnique auto-déclarée. En Corée et au Japon, les statistiques utilisent principalement la notion de nationalité.

Mais quel que soit le lieu de naissance, la nationalité peut changer au fil du temps. En outre, les conditions pour obtenir la nationalité du pays d'accueil sont très différentes, empêchant toute comparaison internationale. Dans les pays plus libéraux à cet égard – par exemple les pays de l'OCDE qui se sont construits à partir de l'immigration – la plupart des ressortissants étrangers peuvent être naturalisés après cinq années de résidence. Quelques pays européens, comme la Suède, appliquent les mêmes critères. Dans d'autres, comme au Luxembourg et en Suisse, les descendants d'immigrés nés dans le pays sont nombreux à ne pas être des citoyens de leur pays d'accueil.

Le présent rapport définit les immigrés comme la population née à l'étranger. De nombreuses raisons expliquent pourquoi la situation des immigrés – notamment ceux arrivés à l'âge adulte – a tendance à être différente de celle de la population née dans le pays. En effet, ils ont été élevés et éduqués dans un environnement – et souvent une langue – qui peuvent être différents de ceux de leur pays d'accueil. Certains aspects de leur origine étrangère leur sont intrinsèques. Si quelques-uns de ces éléments ne favorisent pas toujours leur pleine intégration, l'allongement de la durée de séjour contribue généralement à lever des obstacles.

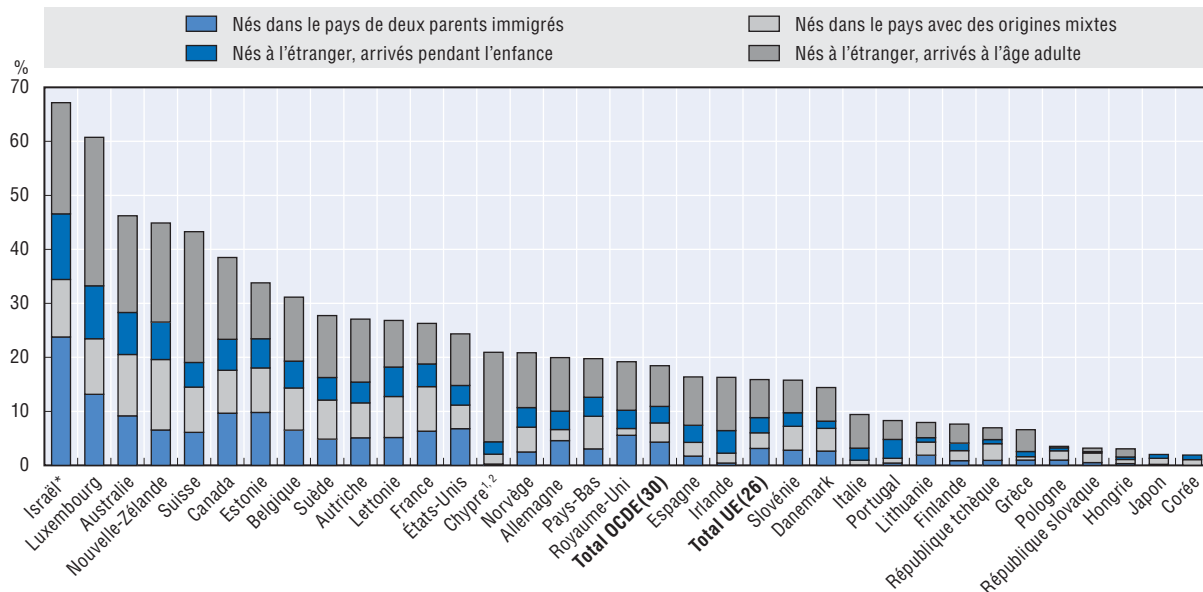
Les enjeux ne sont pas du tout les mêmes lorsqu'on s'intéresse aux descendants d'immigrés nés dans le pays. Élevés et éduqués dans le pays d'accueil, ils ne devraient pas être confrontés aux mêmes obstacles que leurs parents, et l'on peut attendre d'eux des résultats analogues à ceux de leurs homologues dont les parents sont nés dans le pays. À bien des égards, les résultats des descendants d'immigrés nés dans le pays sont donc des points de référence clés de l'intégration (Card, 2004). La situation des individus nés à l'étranger, mais arrivés enfants alors qu'ils avaient encore l'âge de la scolarité obligatoire, est encore différente de celle des individus arrivés à l'âge adulte.

Le rapport donne pour la première fois un aperçu général de la population issue de l'immigration : les descendants d'immigrés nés dans le pays dont au moins un des parents est né à l'étranger, les individus nés à l'étranger qui sont arrivés enfants dans leur pays d'accueil, et les immigrés arrivés à l'âge adulte. Il examine les deux premiers groupes en s'intéressant plus particulièrement aux jeunes¹.

En 2013, une personne sur dix résidant dans la zone OCDE et l'UE était née à l'étranger – soit respectivement plus de 115 et 50 millions de personnes (graphique 1.1). Plus d'un quart d'entre elles sont arrivées avant l'âge de 15 ans. Les descendants nés dans le pays d'au moins un parent né à l'étranger représentent au total 8 % de la population dans la zone OCDE et 6 % dans l'UE. Plus de la moitié des personnes nées dans le pays qui sont issues de l'immigration ont leurs deux parents nés à l'étranger (et sont souvent qualifiées de « deuxième génération »). Les exceptions sont la France, Israël, ainsi que certains pays

Graphique 1.1. **Immigrés et personnes nées dans le pays de parents immigrés, 2013 ou année la plus récente**

Pourcentage de la population totale



Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216219>

d'Europe centrale et orientale dont les frontières ont été modifiées et/ou dans lesquels la population immigrée est principalement âgée (la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, et la Roumanie).

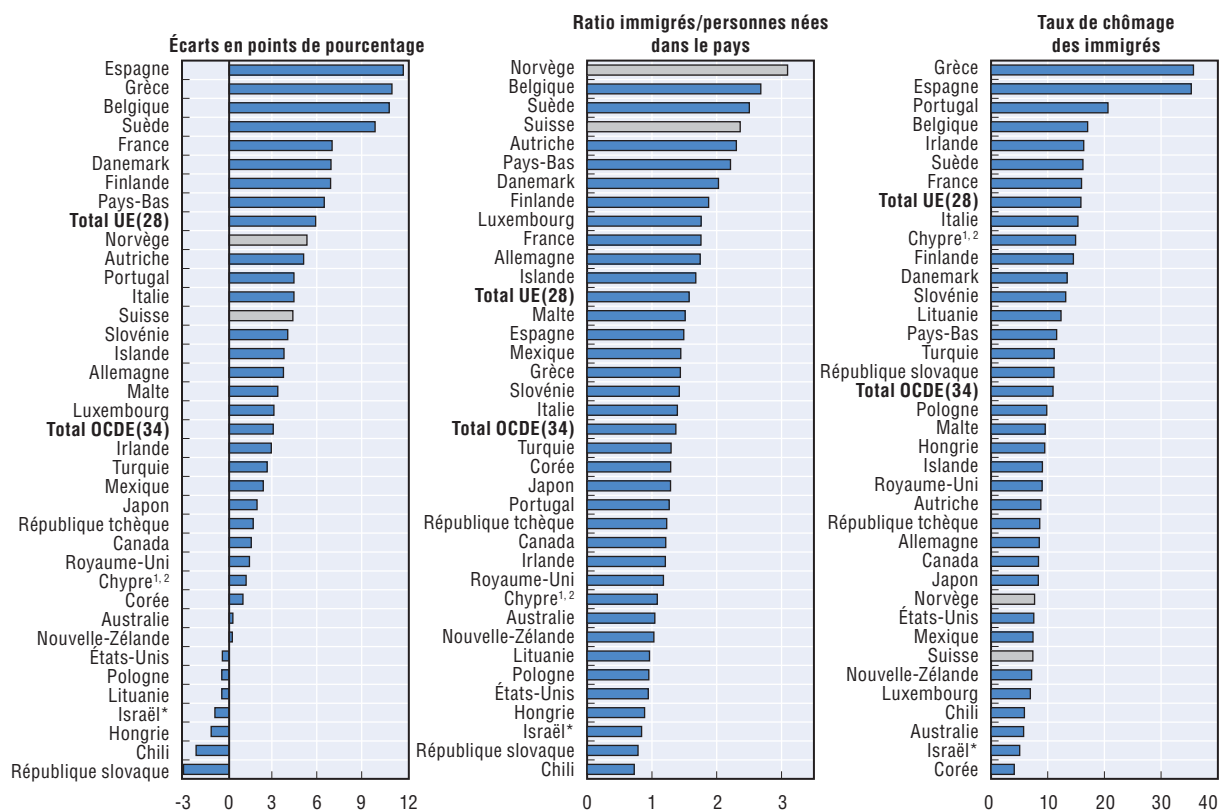
Dans la zone OCDE, et parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles, 18 % de la population est issue de l'immigration, immigrée elle-même ou ayant au moins un parent né à l'étranger. Ce chiffre est de 16 % dans l'Union européenne. En Israël et au Luxembourg, plus de 60 % de la population est issue de l'immigration, tandis que dans d'autres pays – Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Suisse – cette proportion est supérieure à 40 %. Seuls quelques pays – Corée, Hongrie, Japon, Pologne et République slovaque – comptent moins de 5 % de personnes d'origine immigrée.

Comment l'intégration est-elle mesurée ?

Pour mesurer l'intégration, il faut disposer d'un point de référence par rapport auquel les résultats peuvent être évalués. Le présent rapport compare les résultats des immigrés avec ceux des personnes nées dans le pays, et ceux des descendants des deux groupes qui sont nés dans le pays. Les deux façons les plus courantes de mesurer les résultats d'un groupe cible par rapport à ceux d'un groupe de référence se présentent sous la forme de différences de résultats exprimées en points de pourcentage, et d'un ratio entre les deux résultats.

Pour ce qui est du chômage, les deux mesures donnent un classement différent des pays, comme le montre le graphique 1.2. La Norvège et la Suisse, par exemple, occupent le haut du classement en ce qui concerne le ratio du taux de chômage des immigrés par rapport à celui des personnes nées dans le pays, tandis que la différence entre les taux de chômage de celles nées à l'étranger et de celles nées dans le pays les fait chuter dans le classement, l'Espagne et la Grèce affichant les écarts les plus importants. Même si les deux

Graphique 1.2. **Comparaison entre les taux de chômage des personnes nées à l'étranger et des personnes nées dans le pays âgées de 15 à 64 ans, 2012-13**



Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216228>

mesures évaluent la différence entre des taux moyens pour les personnes nées à l'étranger et pour celles nées dans le pays, les ratios ne tiennent pas compte des ordres de grandeur. Même si le taux de chômage des immigrants en Norvège attire l'attention parce qu'il est plus de trois fois supérieur à celui des personnes nées dans le pays, il n'est en réalité que de 7.7 %, l'un des plus faibles de l'OCDE. Le présent rapport utilise donc des indicateurs exprimés à la fois en valeur absolue et sous la forme de différences en points de pourcentage, mais rarement des ratios.

1.2. Compiler des indicateurs au niveau international est difficile mais utile

À bien des égards, comparer les résultats de l'intégration entre les pays est une tâche difficile. En premier lieu parce que les caractéristiques des populations immigrées (personnes nées à l'étranger), varient considérablement d'un pays à l'autre et évoluent dans le temps au sein même de chaque pays. Ensuite, comparer les résultats des immigrants d'un pays à l'autre peut servir à évaluer la réussite de l'« intégration », à condition qu'elle prenne en considération les contextes économiques et sociaux nationaux qui contribuent à façonner ces résultats. Enfin, les comparaisons internationales souffrent souvent d'un manque de données fiables et harmonisées. Les données nationales doivent par conséquent être adaptées pour se conformer à des catégories et des définitions communes, perdant au passage une partie de leurs spécificités et les liens avec les caractéristiques spécifiques au pays.

La valeur ajoutée des comparaisons internationales

Toutefois, les comparaisons internationales apportent une importante valeur ajoutée aux indicateurs au niveau national. Elles peuvent notamment servir de points de référence pour évaluer les performances nationales et faciliter l'interprétation de l'ampleur des différences. Par exemple, est-ce qu'une différence de taux d'emploi de cinq points chez les immigrés est une différence importante ou pas ? Les comparaisons internationales permettent également de se concentrer sur les bonnes questions et de recenser les difficultés qui ne sont pas nécessairement visibles par le seul examen des données nationales. On considère généralement, par exemple, surtout en Europe, que la concentration d'immigrés dans les mêmes établissements scolaires nuit aux performances globales de l'enseignement.

Mais il apparaît que dans l'ensemble des pays, les résultats scolaires des enfants d'immigrés sont systématiquement inférieurs dans les établissements largement fréquentés par des enfants dont les parents ont un faible niveau d'éducation. En moyenne, ils accusent plus de deux ans de retard par rapport à leurs camarades fréquentant des établissements scolaires où cette catégorie d'élèves est peu représentée. Et il existe dans bien des pays un lien étroit entre les deux groupes – en d'autres termes, les établissements qui accueillent en grand nombre des enfants d'immigrés sont également ceux où beaucoup d'élèves ont des parents ayant un faible niveau d'études. Dans ce cas, les comparaisons internationales permettent de se concentrer sur le véritable problème : le niveau d'éducation des parents, et non le pays d'où ils viennent.

L'intégration est un processus multidimensionnel, et quelques aspects sont plus difficiles à mesurer que d'autres

L'intégration effective des migrants n'est pas seulement un processus qui intervient dans l'économie et sur le marché du travail. Elle comporte aussi des dimensions sociales et éducatives, voire spatiales, qui ne s'excluent néanmoins pas les unes des autres : les désavantages et la non-intégration dans une dimension risquent d'avoir de multiples répercussions. La concentration d'immigrés dans des zones géographiquement défavorisées, par exemple, peut nuire à leur intégration effective dans le système éducatif et, ultérieurement, sur le marché du travail.

Les indicateurs harmonisés relatifs à l'intégration des immigrés sont cependant plus faciles à recenser dans certains domaines que dans d'autres. Tandis que l'étendue de l'intégration sur le marché du travail peut être évaluée approximativement à l'aide des résultats tirés de vastes enquêtes internationales normalisées, il est plus difficile d'appréhender l'intégration sociale pour laquelle les mesures reposent souvent sur des enquêtes portant sur les attitudes, les sentiments et les perceptions. Même si ces indicateurs subjectifs contribuent quelque peu à déterminer dans quelle mesure les immigrés se sentent chez eux dans leur société d'accueil, ils ont tendance à rencontrer un certain nombre de problèmes : les comparaisons internationales peuvent par exemple s'appuyer sur des sources de données non harmonisées, ou les contextes nationaux peuvent donner forme à des mesures subjectives différentes.

L'intégration est, et doit être, un processus multidimensionnel. Un échec dans un domaine risque de gravement compromettre les progrès dans les autres. Pour bien traduire les multiples domaines de l'intégration au travers d'indicateurs facilement comparables, un certain degré de simplification et d'approximation est inévitable. Pris ensemble, ils dressent cependant un portrait plus subtil de la réussite de l'intégration des immigrés dans les pays de l'OCDE.

Pour interpréter pleinement les résultats des immigrés vis-à-vis de l'intégration, il faut considérer également la composition de la population immigrée. Des faits et chiffres contextuels sont essentiels pour interpréter correctement les résultats concrets des immigrés et les différences observées avec les populations nées dans le pays. L'utilisation d'indicateurs pour décrire les résultats des immigrés en termes d'intégration dans tous les domaines nécessite une certaine simplification permettant des comparaisons internationales. D'un pays de l'OCDE à l'autre, la population immigrée se compose de groupes plutôt différents – en fonction de facteurs géographiques, linguistiques et politiques. En Suède, par exemple, qui accueille un grand nombre de migrants pour des raisons humanitaires, la population immigrée est très différente de celle du Royaume-Uni, où beaucoup de migrants sont venus pour travailler. En outre, au sein même de chaque pays, les immigrés ne forment pas un groupe homogène.

Le tableau 1.1 présente une vue d'ensemble des informations contextuelles, des domaines de l'intégration et des indicateurs présents dans cette publication. Ces indicateurs clés sont aussi présentés séparément pour deux groupes cibles importants, à savoir les jeunes issus de l'immigration (chapitre 13) et les ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne, appelés les « indicateurs de Saragosse » (chapitre 14).

Tableau 1.1. Informations contextuelles et domaines de l'intégration des immigrés présentés dans cette publication

	Description	Mesures
Informations contextuelles		
Caractéristiques sociodémographiques (chapitre 2)	Un grand nombre de résultats vis-à-vis de l'intégration sont influencés par différentes caractéristiques sociodémographiques comme l'âge et le sexe. Pour interpréter ces résultats, comprendre les différences selon les pays dans la structure des caractéristiques sociodémographiques de la population immigrée vis-à-vis de leurs homologues nés dans le pays est un préalable nécessaire.	Distribution par âge et sexe Fécondité et endogamie des couples
Caractéristiques spécifiques à la population immigrée (chapitre 3)	Certains facteurs explicatifs des écarts de résultats entre immigrés et natifs sont directement liés au processus de migration. Le fait d'être né à l'étranger peut en effet constituer un obstacle si, par exemple, l'immigré n'a pas une connaissance approfondie de la société d'accueil comme les personnes nées dans le pays (fonctionnement du marché de l'emploi, réseaux dans le pays d'accueil, connaissance des services publics, compétences dans la langue du pays d'accueil, etc.). Ces difficultés sont supposées disparaître avec l'augmentation de l'expérience du pays d'accueil.	Flux d'immigration par catégorie d'entrée Distribution de la population immigrée par : <ul style="list-style-type: none"> • Durée de séjour • Régions d'origine • Nationalité • Langue d'origine • Langue parlée à la maison
Caractéristiques des ménages (chapitre 4)	La structure du ménage et de la famille est déterminante pour un grand nombre de résultats vis-à-vis de l'intégration. Par exemple, l'environnement familial (présence des parents, taille de la famille, ...) a une incidence sur les résultats scolaires des enfants, ce qui à terme influe sur l'insertion économique. La structure de la famille joue ainsi sur les conditions de vie (revenus, logement), ainsi que sur la capacité des adultes à accéder au marché du travail tout en apportant un soutien à leurs enfants.	Taille moyenne des ménages Composition des ménages

Tableau 1.1. **Informations contextuelles et domaines de l'intégration des immigrés présentés dans cette publication (suite)**

	Description	Mesures
Domaines de l'intégration		
Résultats sur le marché du travail (chapitre 5)	La participation des immigrés au marché du travail est fondamentale, puisque l'emploi constitue la principale source de revenus des immigrés. Cela contribue aussi à favoriser leur intégration au sein du tissu économique du pays d'accueil et en leur apportant un statut social vis-à-vis de la société dans son ensemble.	Taux d'emploi Taux d'activité Taux de chômage Taux de chômage de longue durée Part des inactifs souhaitant travailler
Qualité de l'emploi (chapitre 6)	Si l'accès à l'emploi est un indicateur clé de l'intégration des immigrés, le type d'emploi occupé permet de mieux qualifier les conditions d'insertion sur le marché du travail.	Distribution des emplois par : • Types de contrats • Temps de travail • Temps partiel involontaire • Niveau de qualification Taux de déclassement Part de travailleurs indépendants Part d'emploi dans le secteur des services publics.
Compétences cognitives et formation des adultes (chapitre 7)	Les compétences cognitives des adultes conditionnent fortement leur parcours professionnel et sont des éléments déterminants de leur intégration économique et sociale. L'accès à la formation dans le pays d'accueil permet aux immigrés de mieux répondre aux besoins du marché du travail et de libérer leur potentiel de compétences.	Distribution par : • Niveau d'éducation • Niveau de littératie Accès à la formation Part ayant des besoins en formation non satisfaits Accès à la formation liée à l'emploi Utilité de la formation liée à l'emploi.
Revenus des ménages (chapitre 8)	Le revenu détermine un grand nombre de résultats socio-économiques. Un faible revenu peut affecter le bien-être des immigrés et peut aussi conduire à leur marginalisation, donc miner la cohésion sociale.	Distribution des revenus Taux de pauvreté relative Taux de travailleurs pauvres Part des ménages ayant un compte en banque Part des ménages ayant un compte en banque à découvert
Logement (chapitre 9)	L'accès à un logement adéquat est un déterminant important permettant d'accroître les conditions de vie et le bien-être des immigrés et de leurs familles.	Taux de propriétaires Part des locataires bénéficiant d'un loyer modéré Part des logements surpeuplés Part des logements de mauvaise qualité Taux de surcharge du coût du logement
État de santé et accès aux soins (chapitre 10)	La santé fait partie du bien-être et affecte le degré d'implication et la manière qu'ont les immigrés de s'engager dans la société dans son ensemble.	Part de la population déclarant être en bonne santé voire mieux Part de la population signalant des besoins médicaux non satisfaits Part de la population déclarant ne pas avoir vu de docteur
Engagement civique (chapitre 11)	S'engager activement dans la vie de la société du pays d'accueil montre que les immigrés font partie intégrante de leur nouveau pays.	Taux de naturalisation Taux de participation aux élections
Cohésion sociale (chapitre 12)	Faire partie intégrante de la société et être activement impliqué dans le pays d'accueil sont des vecteurs importants de l'intégration des immigrés. Comme l'intégration est un processus qui va dans les deux sens, un bon niveau d'acceptation et de confiance mutuelle sont des conditions préalables à la cohésion sociale.	Part des immigrés qui se sentent discriminés Part de la population pensant que son lieu de vie est un bon endroit pour vivre pour les migrants Impact perçu de l'immigration sur l'économie

1.3. Résultats transversaux sur l'intégration des immigrés et de leurs enfants

Les immigrés ont tendance à obtenir des résultats inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays, bien que l'écart ne soit pas toujours important

Au regard de la plupart des indicateurs, les immigrés obtiennent en moyenne de moins bons résultats socio-économiques que les personnes nées dans le pays. Comme exceptions notables, on trouve le taux d'emploi, le taux d'activité, la part de travailleurs indépendants et l'état de santé perçu, pour lesquels les écarts observés entre immigrés et

personnes nées dans le pays ne sont pas significativement différents de zéro (tableau 1.2). En ce qui concerne l'accès au marché du travail, les immigrés ont tendance à faire davantage d'efforts pour compenser tout handicap. Certaines études ont montré, par exemple, que les immigrés avaient tendance à postuler à un plus grand nombre d'emplois que les personnes nées dans le pays (voir Liebig et Huddleston, 2014) pour finalement trouver du travail. En outre, ils sont en général moins difficiles et acceptent des emplois qui ne correspondent pas forcément à leurs compétences. Il est vrai que les indicateurs mettent en évidence des écarts considérables et significatifs entre les immigrés et les personnes nées dans le pays en termes de déclassement. En moyenne, dans l'ensemble de l'OCDE et de l'Union européenne, les écarts entre les deux groupes restent également importants, en particulier en termes de niveau de qualification des emplois, de pauvreté relative et de surpeuplement des ménages.

Tableau 1.2. Différences moyennes entre immigrés/enfants d'immigrés et personnes nées dans le pays/enfants de personnes nées dans le pays sur certains indicateurs clés, 2013 ou année la plus récente

Indicateur	Différence OCDE	Différence UE
Immigrés		
Taux d'emploi (5.1)	-1.7	-1.9
Taux de chômage (5.2)	3.4	4.2
Taux d'activité (5.1)	1.0	1.2
Part des travailleurs avec un contrat temporaire (6.1)	3.4	4.7
Part des travailleurs ayant un emploi peu qualifié (6.3)	7.7	9.4
Part des travailleurs indépendants (6.5)	0.6	0.7
Taux de déclassement des personnes en emploi diplômés du supérieur (6.4)	10.0	11.0
Part des diplômés du supérieur (7.1)	3.7	4.0
Part de la population de 16-64 ans ayant de faibles compétences en littératie (7.2)	18.9	18.3
Taux de pauvreté (8.2)	12.7	12.3
Part de la population déclarant être en bonne santé (10.1)	-1.1	-0.3
Part de la population résidant en logement surpeuplé (9.2)	9.2	8.4
Part de la population résidant en logement surpeuplé ou de mauvaise qualité (9.3)	10.9	8.1
Participation aux élections (11.2)	-5.9	-5.5
Descendants d'immigrés nés dans le pays		
Part d'élèves de 15 ans ayant de mauvaises performances en compréhension de l'écrit (13.6)	8.7	11.1
Part de la population de 15-34 ans ni en emploi, ni scolarisée, ni en formation (NEET) (13.11)	5.3	8.4

Note : Les chiffres entre parenthèses se réfèrent au numéro de l'indicateur dans la publication. Pour la part d'élèves de 15 ans en difficulté en compréhension de l'écrit et la part de la population de 15-34 ans ni en emploi, ni scolarisée, ni en formation, les différences sont calculées entre les résultats des personnes nées dans le pays de deux parents immigrés et celles ayant des parents nés dans le pays. Pour tous les autres indicateurs, les résultats des immigrés sont comparés avec ceux des personnes nées dans le pays âgées de 15 à 64 ans (sauf mention contraire).

Les différences OCDE/UE montrent la différence entre les moyennes non pondérées des immigrés et des personnes nées dans le pays (entre les descendants d'immigrés et les descendants d'autochtones). Une moyenne non pondérée considère que chaque pays est une entité unique avec un même poids. La moyenne est donc la moyenne arithmétique dérivée des statistiques des pays pour lesquels des données sont disponibles. Les chiffres en gras indiquent des différences statistiquement différentes de zéro.

Sources à la fin du chapitre.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216307>

L'intégration des immigrés s'améliore avec l'allongement de la durée de séjour

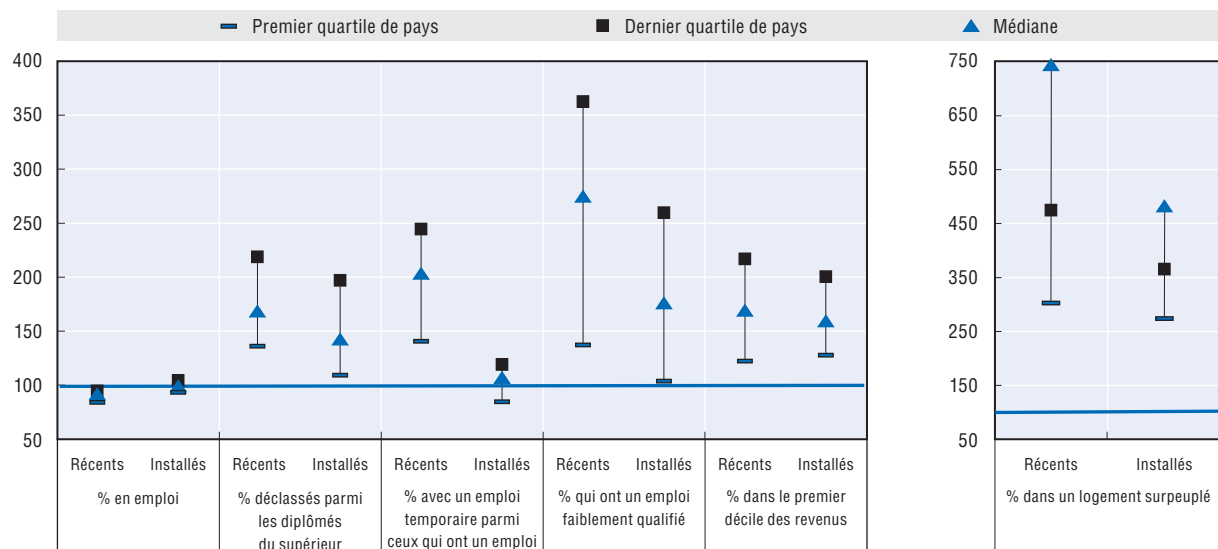
L'intégration est un processus qui s'inscrit dans la durée. Plus les immigrés résident longtemps dans un pays d'accueil, mieux ils connaissent son fonctionnement, plus ils comptent d'amis et de connaissances et – le cas échéant – mieux ils parlent la langue du pays d'accueil. Dans les pays européens de l'OCDE, par exemple, une année

supplémentaire de résidence est associée à une augmentation considérable des taux d'emploi des immigrants et à des taux moindres de déclassement (Liebig et Huddleston, 2014). Toutefois, l'impact de la durée du séjour varie en fonction des groupes de migrants. Les progrès qui vont de pair avec le vécu dans le pays d'accueil sont particulièrement nets chez les réfugiés.

Dans l'ensemble des pays, le graphique 1.3 montre la dispersion des résultats des immigrants récents et installés de plus longue date par rapport à ceux des personnes nées dans le pays (la catégorie des immigrants « récents » vit depuis moins de dix ans dans le pays d'accueil et les immigrants « installés » depuis dix ans ou plus). L'écart entre les immigrants et les personnes nées dans le pays a tendance à se réduire avec l'allongement de la durée du séjour. En outre, les résultats sont en général moins dispersés chez les immigrants installés que chez les personnes arrivées plus récemment dans le pays d'accueil. Toutefois, la dispersion des résultats et la mesure dans laquelle les écarts se réduisent varient d'un indicateur à l'autre.

Graphique 1.3. Dispersion des résultats des immigrants récents et des immigrants installés de plus longue date par rapport aux personnes nées dans le pays, pour différents indicateurs clés, 2012-13

Personnes nées dans le pays = 100



Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216238>

Quelques signes d'amélioration de l'intégration des immigrants sont visibles, en particulier en terme de niveau d'éducation, mais les écarts demeurent importants...

Ces dix dernières années, de nombreux pays de l'Union européenne et de l'OCDE ont considérablement investi dans l'intégration. De plus, les nouveaux arrivants sont, en moyenne, plus diplômés que les immigrants installés de longue date. Il en découle de meilleurs résultats dans un grand nombre de pays, précisément pour les migrants les plus récents. Ceci se traduit également par une amélioration des performances scolaires des descendants d'immigrants. Si cette amélioration est réelle dans la plupart des pays, les enfants d'immigrants ont souvent de moins bons résultats que leurs homologues de parents nés dans le pays.

Toutefois, l'écart entre les descendants d'immigrés et leurs homologues de parents nés dans le pays est toujours significatif et non résorbé. Comparé aux enfants de parents nés dans le pays, les enfants d'immigrés font également face à plus de difficultés pour surmonter leurs désavantages sociaux. En moyenne, seulement 6 % des élèves immigrés issus d'un milieu socio-économique défavorisé sont résilients – c'est-à-dire qu'ils obtiennent de très bons résultats en dépit de leurs origines sociales – contre 9 % des étudiants nés dans le pays de parents immigrés et 12 % parmi leurs homologues de parents autochtones.

... mais la crise économique a stoppé les progrès réalisés vis-à-vis de l'intégration sur le marché du travail

Dans beaucoup de pays, la crise économique et financière mondiale de 2007-08 a entravé les progrès en cours réalisés par les immigrés, notamment en termes d'intégration économique et sur le marché du travail. Les pertes d'emplois ont été plus importantes chez les immigrés que chez les personnes nées dans le pays. Même si les hommes nés à l'étranger, qui travaillent principalement dans des secteurs vulnérables à l'évolution des conditions économiques, ont été plus durement frappés que les femmes, ces dernières ont connu une détérioration plus nette de la qualité de leurs emplois.

L'éducation est un déterminant important de l'intégration des descendants d'immigrés

Les résultats sur le marché du travail des immigrés et de leurs descendants nés dans le pays ont tendance, pour les deux sexes, à progresser à mesure que les niveaux d'études augmentent. Cette progression est toutefois très variable. Elle est la plus faible chez les immigrés – hommes ou femmes – arrivés à l'âge adulte, puisqu'ils sont titulaires le plus souvent de diplômes étrangers que les employeurs du pays d'accueil ont du mal à évaluer et que les marchés du travail dévalorisent considérablement (Damas de Matos et Liebig, 2014). Une formation, qui comprend des cours de langue, peut aider les immigrés à obtenir la reconnaissance de leurs qualifications étrangères et à accéder finalement au marché du travail. En effet, les immigrés déclarent qu'une formation était utile plus souvent que leurs pairs nés dans le pays. Ils accèdent pourtant moins aux programmes de formation, y compris ceux liés à l'emploi, même si des études ont prouvé la grande utilité de ces programmes pour intégrer le marché du travail (Liebig et Huddleston, 2014).

La progression des taux d'emploi associée à des niveaux d'études élevés est marquée chez les enfants d'immigrés des deux sexes. Parmi les jeunes hommes nés dans l'Union européenne de parents immigrés, l'éducation est un élément un peu plus déterminant de l'amélioration des perspectives d'emploi qu'elle ne l'est pour leurs pairs ayant des parents nés dans le pays. Cependant, dans la majorité des pays observés, les hommes diplômés du supérieur nés dans le pays de parents immigrés continuent à avoir de moins bons résultats sur le marché du travail que leurs homologues sans lien à la migration. Ces écarts sont encore plus grands chez les femmes.

Il y a des progrès « d'une génération à l'autre »...

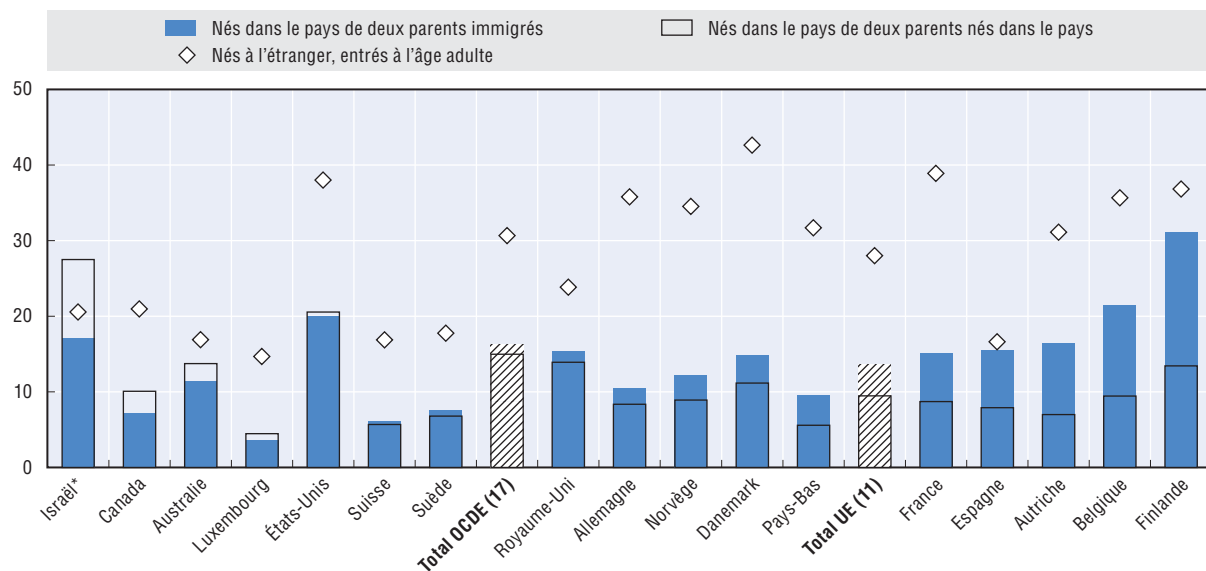
Étant donné que les descendants d'immigrés grandissent et poursuivent leur scolarité dans le pays d'accueil, leurs résultats sont plus souvent analogues à ceux des enfants de parents nés dans le pays qu'à ceux des jeunes immigrés. Cela est valable dans de nombreux domaines d'intégration, notamment l'éducation, le marché du travail et le bien-être économique.

En 2012-13, dans presque tous les pays de l'Union européenne et de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les descendantes d'immigrés âgées de 15 à 34 ans risquent deux fois moins d'être inactives que les jeunes immigrées (graphique 1.4).


Cette tendance est encore plus prononcée chez les femmes nées à l'étranger qui appartiennent au groupe d'âge plus large des 15-64 ans. En effet, il apparaît que dans la plupart des pays, les taux d'inactivité des jeunes femmes nées dans le pays de parents immigrés sont proches de ceux de leurs homologues dont les deux parents sont nés dans le pays. En Israël, au Luxembourg, en Amérique du Nord et en Australie, ces taux sont même inférieurs.

Graphique 1.4. **Taux d'inactivité des femmes selon leur origine migratoire, femmes non scolarisées, 2012-13**

En pourcentage de la population féminine âgée de 15 à 34 ans



Notes et sources à la fin du chapitre.

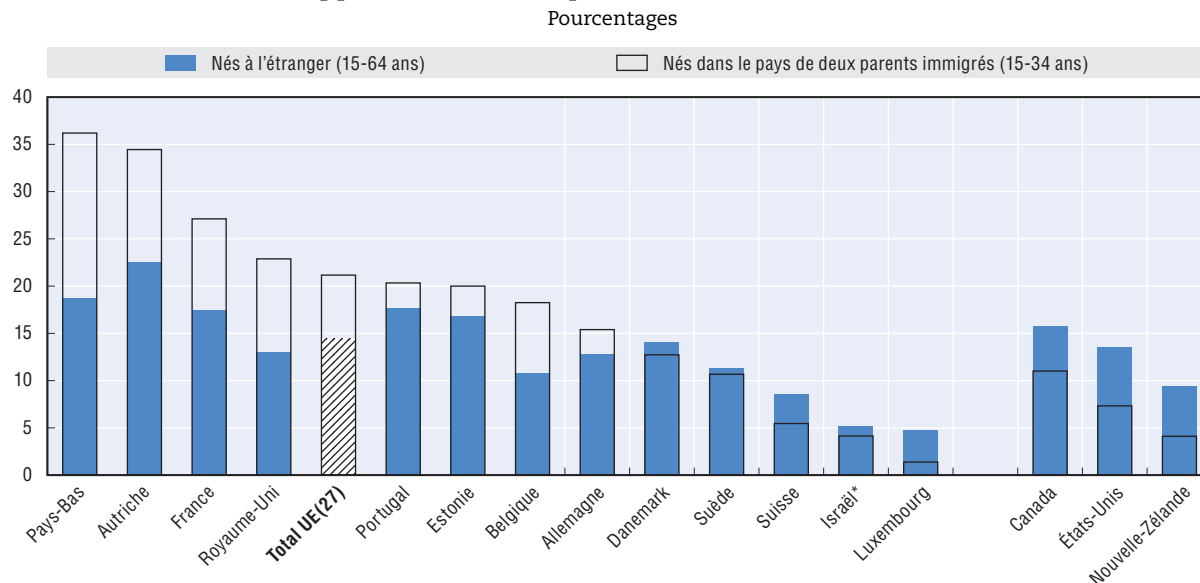
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216244>

... mais la discrimination fortement ressentie par les descendants d'immigrés est préoccupante, en particulier en Europe


Un contraste intéressant se dessine en ce qui concerne les perceptions de la discrimination dans les pays pour lesquels des données sont disponibles. La situation s'améliore pour toutes les générations dans tous les pays de l'OCDE non membres de l'UE, tandis qu'elle empire dans la majorité des pays de l'UE pour lesquels des données sont présentées dans le graphique 1.5. Dans ces pays, les enfants d'immigrés nés dans le pays sont en réalité davantage susceptibles de se sentir victimes de discrimination que leurs homologues qui ont immigré. Ce sentiment pourrait avoir de graves implications sur la cohésion sociale.

Il est possible que le cadre de référence des personnes qui ont migré aille plutôt vers les normes du pays d'origine, tandis que les descendants d'immigrés nés dans le pays, socialisés au travers des normes du pays d'accueil, se reconnaissent plus dans ces normes d'égalité de traitement, et sont donc plus conscients et sensibles aux transgressions

Graphique 1.5. **Personnes déclarant se sentir appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, leur nationalité ou leur « race », 2002-12**



Notes et sources à la fin du chapitre.

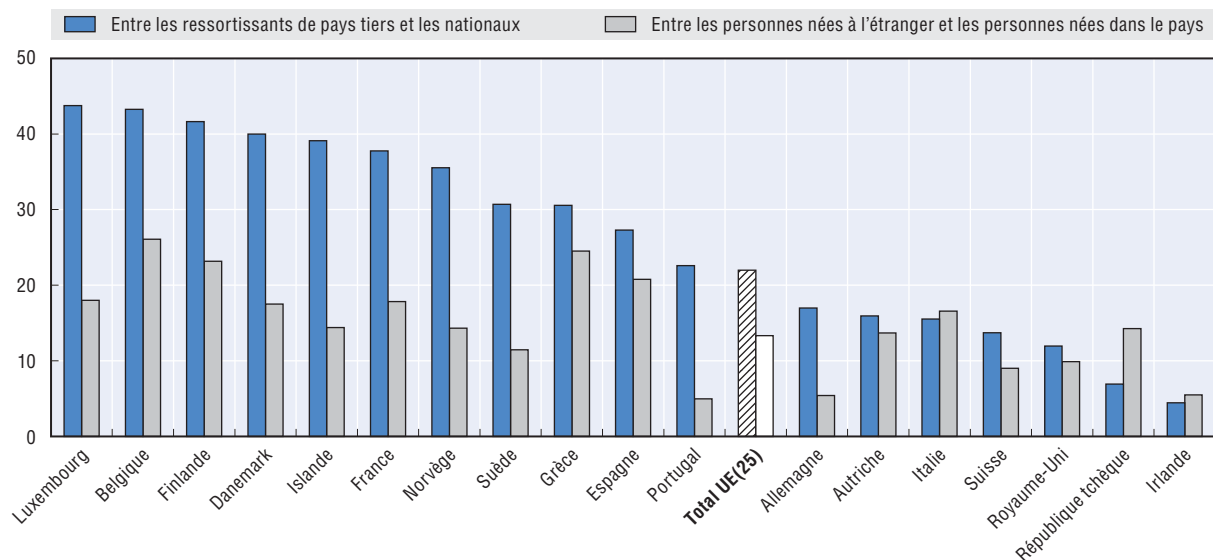
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216252>

desdites normes. Le fait que la tendance inverse soit observée dans les pays d'installation, au Luxembourg et en Suisse – où les descendants d'immigrés nés dans le pays se sentent moins fréquemment discriminés que leurs homologues immigrés – semble confirmer les résultats plus positifs de ces descendants dans ces pays (Heath et al., 2014).

Au sein de l'Union européenne, il est en général plus difficile d'intégrer les immigrés nés en dehors de l'Union

Dans les pays de l'Union européenne, les différences de résultats entre les ressortissants de pays tiers (non membres de l'UE) et les ressortissants du pays d'accueil sont en général plus importantes qu'entre les personnes nées à l'étranger et celles nées dans le pays (le graphique 1.6 illustre cette tendance pour le taux de pauvreté relative). Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. D'abord, les ressortissants étrangers de pays tiers sont davantage susceptibles d'être arrivés récemment, étant donné que l'acquisition de la citoyenneté augmente avec la durée du séjour dans le pays d'accueil. Ils peuvent également être confrontés à des obstacles juridiques – à l'emploi dans le secteur public dans certains pays, par exemple. De même, les citoyens de pays tiers ont peut-être un accès limité aux services sociaux (par exemple à des logements à loyer modéré ou à certaines prestations), ce qui peut aussi avoir un impact direct sur leurs résultats. En outre, la plupart d'entre eux viennent de pays à faible revenu où les systèmes éducatifs ne sont pas toujours aussi performants que ceux des pays de l'Union européenne, et délivrent des diplômes dont la valeur pourrait être difficile à reconnaître pour les employeurs du pays d'accueil.

Graphique 1.6. **Écarts entre les taux de pauvreté relative de certains groupes de population selon leur pays de naissance/nationalité, 2012**



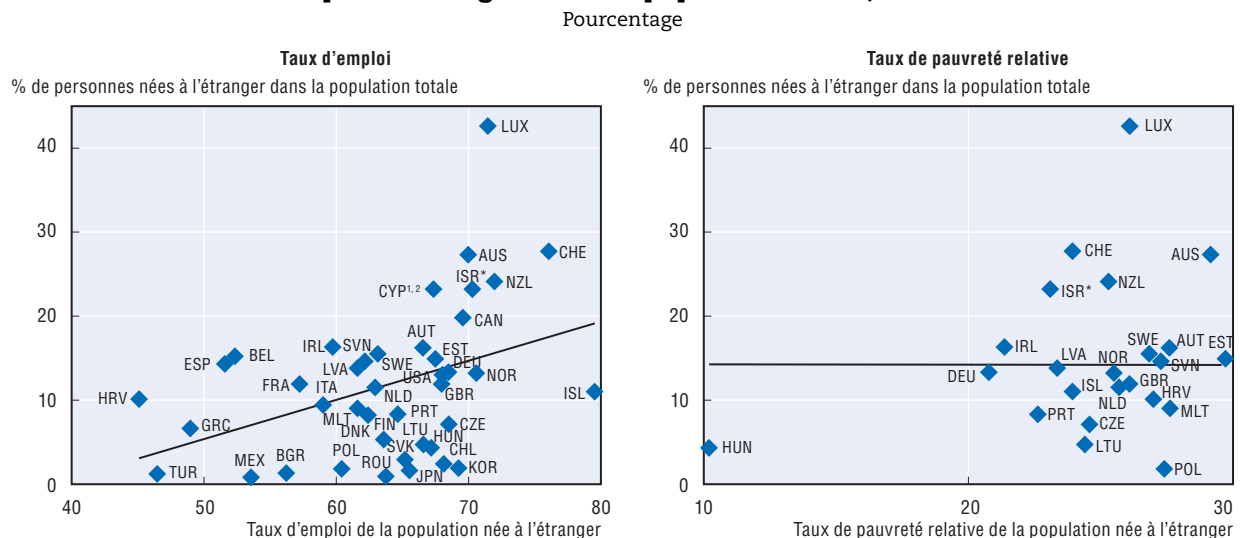
Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216266>

Les difficultés d'intégration n'augmentent pas avec la part des immigrés dans la population

Peu d'indicateurs mettent en évidence un lien entre la part d'immigrés dans la population totale et les résultats des immigrés en termes d'intégration, comme le montre le graphique 1.7 pour les taux d'emploi et de pauvreté relative.

Graphique 1.7. **Lien entre deux indicateurs – taux d'emploi et taux de pauvreté relative – et la part d'immigrés dans la population totale, 2012-13**



Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216275>

Il existe néanmoins un lien pour ce qui est du taux d'emploi. En effet, les pays qui accueillent un grand nombre d'immigrés ont aussi tendance à enregistrer les taux d'emploi des immigrés les plus élevés. Ce phénomène s'explique notamment par le fait que ces pays comptent en général un plus grand nombre de migrants venus travailler, l'unique catégorie de migrations véritablement contrôlée². En d'autres termes, les migrants de travail viennent s'ajouter aux migrants admis pour des raisons familiales ou humanitaires, lesquels enregistrent en général de moins bons résultats sur le marché du travail.

1.4. Classification des pays de destination des migrants

Les principales conclusions énoncées dans la section 1.3 sont valables pour la plupart des pays de l'OCDE et de l'Union européenne. Mais les populations immigrées peuvent varier fortement en termes de taille, durée du séjour, âge, niveau d'études, langue, principales catégories d'entrée, et part en provenance de pays à revenu élevé. Sur la base de ces caractéristiques contextuelles, huit groupes de pays de l'OCDE et de l'Union européenne peuvent être identifiés (graphique 1.8).

Les pays inclus dans un groupe donné font souvent face à des défis d'intégration similaires (voir tableau 1.3) mais différents des défis à relever dans les autres groupes de pays. S'il est vrai que chaque pays peut apprendre des expériences d'autres pays, cet échange d'expériences s'avère particulièrement bénéfique entre pays où les immigrés disposent de caractéristiques proches et qui font face à des défis similaires.

Groupe 1 : Pays d'installation (Australie, Canada, Israël, Nouvelle-Zélande)

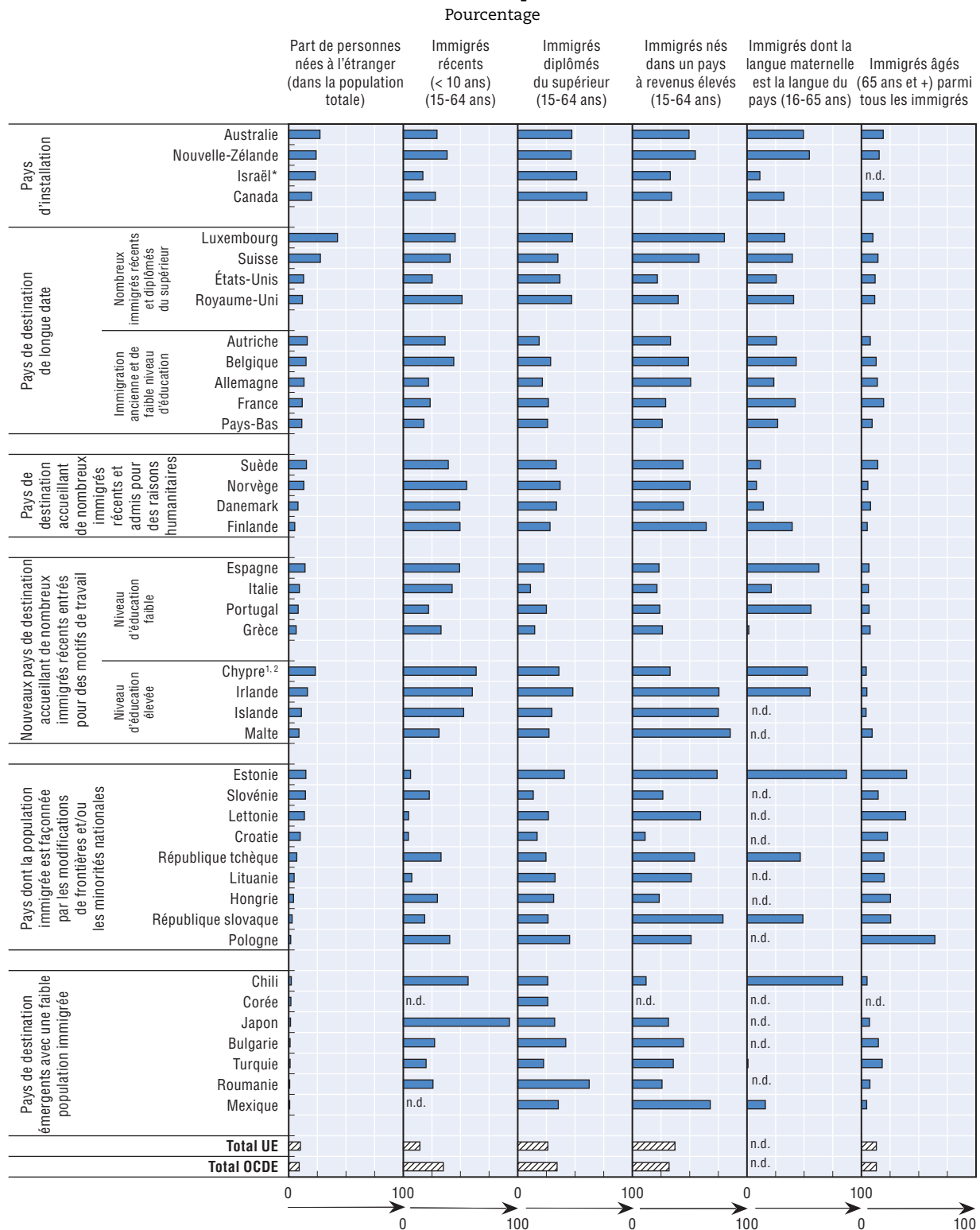
Dans ce groupe de pays, l'installation d'immigrés est un élément constitutif de la construction d'un État, et on considère que l'immigration fait partie du patrimoine national. En moyenne, une personne sur quatre est née à l'étranger, et celles qui sont nées dans le pays d'au moins un parent immigré représentent, en moyenne, 23 % de la population totale.

On compte une forte proportion d'immigrés ayant un niveau d'études supérieures : ils sont en moyenne 50 % à posséder un diplôme de l'enseignement supérieur, une proportion bien au-dessus de celle observée dans les autres pays et supérieure à celle des personnes nées dans le pays (36 %). Un tel niveau d'éducation est en partie lié aux politiques d'immigration qui ont permis, depuis de nombreuses années, l'entrée d'un grand nombre de migrants de travail très qualifiés. Par conséquent, les flux d'immigration par habitant sont aussi largement supérieurs à la moyenne.

Plus du tiers des immigrés dans les pays d'installation sont des locuteurs de la langue du pays d'accueil. Israël fait figure d'exception avec des parts de locuteurs natifs et d'immigrés récents relativement faibles.

Les résultats de l'intégration dans les pays d'installation sont en général considérés comme positifs. En raison de la part élevée de personnes diplômées du supérieur, dont beaucoup sont arrivés comme migrants de travail, les immigrés enregistrent en général de bons résultats en termes d'accès au marché du travail, à la formation, et en termes d'insertion sociale. La grande majorité des immigrés qui résident depuis plus de dix ans dans le pays d'accueil en possèdent la citoyenneté. Compte tenu du niveau d'éducation élevé de leurs parents immigrés, les descendants d'immigrés ont tendance à obtenir de meilleurs résultats à l'école et sur le marché du travail que leurs homologues non issus de l'immigration.

Graphique 1.8. Classification des pays de destination de l'OCDE et de l'Union européenne en fonction de quelques caractéristiques clés des populations nées à l'étranger, 2013 ou année la plus récente



Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216285>

Groupe 2 : Pays de destination de longue date accueillant de nombreux immigrants récents diplômés du supérieur (États-Unis, Luxembourg, Royaume-Uni, Suisse)

Ces pays continuent d'accueillir un grand nombre d'immigrés. Les parts des immigrants dans la population totale vont d'environ 12 % aux États-Unis et au Royaume-Uni, à 28 % en Suisse et 43 % au Luxembourg. Même si ces pays sont des destinations de longue date, ils ont enregistré de nombreuses arrivées ces dix dernières années, en particulier dans les trois pays européens où les immigrants récents représentent entre 40 % et 50 % de la population née à l'étranger en âge de travailler. Pour ces pays, la part importante d'immigrants récents est largement imputable à la libre circulation dans la zone UE-AELE, principalement déterminée par les migrations de travail. Les immigrants – en particulier les nouveaux arrivants – tendent à être diplômés du supérieur, et au moins 35 % de ceux ayant l'âge de travailler sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Les États-Unis font figure d'exception toutefois, à la fois parce que leur immigration récente a été plus limitée et parce que la grande majorité des immigrants sont venus de pays à faibles revenus, principalement d'Amérique latine.

Comme dans les pays d'installation, les résultats des immigrants sur le marché du travail sont positifs et, pour l'essentiel, analogues à ceux des personnes nées dans le pays. La même tendance se vérifie pour les enfants d'immigrants nés dans le pays par rapport à leurs homologues non issus de l'immigration. Cependant, les immigrants enregistrent des taux d'accès à la propriété inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays, et occupent des logements de moins bonne qualité.

Groupe 3 : Pays de destination où de nombreux immigrants sont installés depuis longtemps et ont un faible niveau d'éducation (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas)

L'immigration dans ces pays a été largement façonnée par les arrivées de travailleurs peu qualifiés dits « invités » pendant la période d'expansion économique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ils ont plus tard été suivis par des arrivées massives de migrants admis pour raisons familiales, lesquels étaient également peu ou pas diplômés.

La plupart de ces immigrants se sont installés dans des zones urbaines et d'ailleurs, si la population immigrée est beaucoup plus concentrée dans les zones à forte densité de population que les personnes nées dans les pays de l'OCDE et de l'Union européenne, elle l'est particulièrement dans les pays de ce groupe. Les immigrants sont en moyenne presque deux fois plus susceptibles de vivre dans des zones à forte densité de population que les personnes nées dans le pays. Tous les pays de ce groupe accueillent également de nombreux migrants admis pour des raisons humanitaires, ainsi que leurs familles.

Même si l'immigration reste élevée dans ces cinq pays, les arrivées récentes représentent une petite part de la population immigrée totale. Entre 12 % et 16 % de la population totale est née à l'étranger. Compte tenu du caractère ancien de l'immigration dans ces pays, la part des personnes nées dans le pays d'au moins un parent né à l'étranger est aussi relativement élevée, allant de 7 % en Allemagne à 15 % en France.

En raison d'une part de leur faible niveau d'études et, d'autre part, du fait que beaucoup sont arrivés pour des raisons autres que l'emploi, les résultats des immigrants sur le marché du travail sont inférieurs à ceux de leurs homologues nés dans le pays. Le taux d'emploi des immigrants est, en moyenne, inférieur de 10 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays, leur taux de chômage supérieur de 6.5 points, et les femmes immigrées ont tendance à être largement surreprésentées parmi les inactifs.

Les immigrants sont également confrontés à d'autres problèmes d'intégration liés à leurs niveaux d'emploi et d'éducation relativement faibles, parmi lesquels des taux de pauvreté relative plus élevés et des logements de moins bonne qualité que ceux des personnes nées dans le pays. En outre, compte tenu de la part importante d'immigrés âgés – principalement les premières cohortes de travailleurs dits « invités » qui atteignent aujourd'hui l'âge de la retraite –, les problèmes de santé sont plus fréquents chez les personnes nées à l'étranger que chez celles nées dans le pays.

Les handicaps liés au faible niveau d'éducation de nombreux parents immigrants ont été transmis à leurs enfants nés dans le pays, dont les résultats scolaires restent bien en deçà de ceux de leurs homologues non issus de l'immigration. À l'âge de 15 ans, la différence de niveau est comprise entre 1 et 1.5 année d'études. Par conséquent, le passage de l'école à l'emploi est aussi plus difficile pour les descendants d'immigrés, qui sont beaucoup plus susceptibles de se retrouver ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (groupe NEET).

Groupe 4 : Pays de destination accueillant de nombreux immigrants récents et admis pour des raisons humanitaires (Danemark, Finlande, Norvège, Suède)

Les migrants admis pour raisons humanitaires et leurs familles représentent l'essentiel de l'immigration dans ces pays scandinaves. Ils sont surreprésentés d'une part chez les personnes très qualifiées et, d'autre part, chez celles qui ont un faible niveau d'études. Près de la moitié des résidents nés à l'étranger qui sont en âge de travailler sont arrivés ces dix dernières années, et beaucoup ont immigré au titre de la libre circulation dans la zone UE-AELE. La part des personnes nées à l'étranger et de leurs descendants reste moins importante que dans les pays de destination de longue date, mais a nettement augmenté ces dix dernières années. L'écrasante majorité des immigrants sont des locuteurs de langue étrangère.

Les migrants admis pour raisons humanitaires et leurs familles tendent à rencontrer des difficultés pour s'intégrer. Ils enregistrent en effet des résultats plutôt médiocres sur le marché du travail, connaissent des niveaux de pauvreté relative beaucoup plus élevés que les personnes nées dans le pays et vivent dans des logements de moins bonne qualité. Les descendants d'immigrés ont également des résultats scolaires inférieurs à leurs camarades non issus de l'immigration, et rencontrent plus de difficultés pour passer de l'école à la vie active – même si les différences ont tendance à être moins marquées que dans le groupe 3.

Un grand nombre d'immigrés ont acquis la citoyenneté de leur pays d'accueil, et plus des deux tiers de ceux qui y résident depuis plus de dix ans en ont pris la nationalité. Les politiques d'intégration sont fermes et établies depuis longtemps, ce qui se traduit en partie par une bonne intégration des immigrants dans la fonction publique et une quasi-égalité d'accès à la formation avec la population née dans le pays.

Groupe 5 : Nouveaux pays de destination accueillant de nombreux immigrants récents ayant un faible niveau d'éducation (Espagne, Grèce, Italie, Portugal)

Ce groupe comprend la plupart des pays d'Europe du Sud, qui ont accueilli de nombreux migrants de travail venus occuper des emplois peu qualifiés durant la première moitié des années 2000 jusqu'au début de la crise financière et économique mondiale. Cette immigration se caractérise par la part importante d'immigrés ayant un faible niveau d'éducation et par la plus grande représentation des immigrants dans des zones moins densément peuplées que dans les autres pays de l'Union européenne et de l'OCDE. Les trois

quarts des personnes nées à l'étranger qui sont en âge de travailler viennent de pays à faibles revenus et, compte tenu du caractère plutôt récent de l'essentiel de l'immigration, peu d'immigrés sont naturalisés.

La crise de 2007-08 a durement frappé ces quatre pays, et a touché de façon disproportionnée les personnes nées à l'étranger et en particulier les nombreux ressortissants de pays tiers. Ce phénomène s'explique d'une part par le fait que ces derniers étaient concentrés dans des secteurs qui ont perdu énormément d'emplois et, d'autre part, parce que de nombreux immigrés sont arrivés juste avant ou pendant la crise. Auparavant, les immigrés enregistraient un taux d'emploi supérieur à celui observé parmi les personnes nées dans le pays et, même maintenant, ce taux est encore à peu près identique dans ces deux groupes. Depuis 2006-07, le taux de chômage des personnes nées à l'étranger a augmenté de 17 points de pourcentage, contre 11 points chez les personnes nées dans le pays. Pour les nombreux immigrés peu qualifiés, l'employabilité est devenue un problème fondamental. Alors que les enfants d'immigrés ne constituent encore qu'un petit groupe, le nombre de ceux qui entrent sur le marché du travail augmente rapidement, et ils affichent déjà des résultats préoccupants.

Le déclassement est un autre sujet d'inquiétude. Il est beaucoup plus prononcé que dans les autres groupes de pays – à la fois en valeur absolue et par rapport aux personnes nées dans le pays. En 2012-13, le taux de déclassement était deux fois plus élevé chez les personnes nées à l'étranger que chez celles nées dans le pays.

À l'exception du Portugal, le taux de pauvreté relative des immigrés est deux fois plus élevé que celui des personnes nées dans le pays, et la qualité de leurs logements est également bien moindre.

Groupe 6 : Nouveaux pays de destination accueillant de nombreux immigrés récents de niveau d'éducation élevé (Chypre^{1, 2}, Irlande, Islande, Malte)

Comme dans le groupe 5, les pays de ce groupe ont connu des arrivées massives de travailleurs migrants ces dix à quinze dernières années, et la moitié des individus nés à l'étranger vivent dans leur pays d'accueil depuis moins de dix ans. Toutefois, contrairement au groupe 5, de nombreux immigrés récents sont très qualifiés et, à l'exception de ceux qui se rendent à Chypre^{1, 2}, plus des trois quarts viennent d'un pays à revenu élevé.

Même si la situation des immigrés dans ce groupe est hétérogène, les résultats généraux en matière d'intégration ont tendance à être meilleurs que ceux du groupe 5. Ils sont le reflet de l'origine socio-économique plus favorisée de la population immigrée et notamment de son niveau d'études plus élevé. Toutefois, à l'exception de Malte, les immigrés très qualifiés sont très nombreux à être surqualifiés sur le marché du travail.

Groupe 7 : Pays dont la population immigrée est façonnée par les modifications de frontières et/ou les minorités nationales (Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie)

Ce groupe comprend la plupart des nouveaux pays membres de l'Union européenne d'Europe centrale et orientale. Aucun d'eux n'a connu une immigration récente importante. La plupart des personnes actuellement considérées comme nées à l'étranger l'ont été en réalité en raison des modifications de frontières ou de la construction de nouveaux États à la fin du XX^e siècle, principalement à la suite de la chute du Rideau de fer. Par conséquent, les personnes nées à l'étranger forment un groupe vieillissant et la part

Tableau 1.3. **Sélection d'indicateurs d'intégration par groupe de pays de destination de l'OCDE et de l'Union européenne, 2013 ou année la plus récente**

			Différences entre les personnes nées à l'étranger et les personnes nées dans le pays (points de pourcentage) + : Plus élevé que les personnes nées dans le pays - : Plus faible que les personnes nées dans le pays					% parmi les personnes nées à l'étranger présentes dans le pays depuis au moins 10 ans	Écart entre les personnes nées dans le pays de parents nés à l'étranger et les personnes nées dans le pays de parents nés dans le pays	
			Taux d'emploi (15-64 ans)	Taux de déclassement (15-64 ans)	Taux de pauvreté relative (15 ans et +)	Pourcentage vivant en logement surpeuplé (15 ans et +)	Pourcentage de personnes en bonne santé générale (15 ans et +)	Pourcentage de nationaux (15 ans et +)	Score moyen en littératie (PISA) en points de score, 15 ans	% de NEET (points de %), 15-34 ans
Pays d'installation		Australie	-4	+8	+8	..	..	83	+30	0
		Nouvelle-Zélande	-1	0	+7	+8	..	..	-17	-4
		Israël*	+11	0	-2	-7	..	..	+22	-5
		Canada	-4	+7	+8	+4	+1	92	+4	-3
Pays de destination de longue date	Nombreux immigrés récents et diplômés du supérieur	Luxembourg	+11	+4	+18	+9	+1	22	-53	+1
		Suisse	-5	-2	+9	+8	+1	45	-53	+2
		États-Unis	+2	+1	+14	+18	+4	60	0	-1
		Royaume-Uni	-5	+8	+10	+9	+7	66	-6	+4
	Immigration ancienne et de faible niveau d'éducation	Autriche	-7	+9	+14	+23	-3	53	-49	+15
		Belgique	-11	+11	+26	+4	-1	62	-60	+18
		Allemagne	-8	+15	+5	+7	-1	61	-43	+3
		France	-8	+7	+18	+9	-4	62	-56	+9
		Pays-Bas	-14	+8	+15	0	+1	78	-56	+8
Pays accueillant de nombreux immigrés récents et admis pour des raisons humanitaires	Suède	-14	+19	+11	+9	+1	84	-40	+3	
	Norvège	-7	+22	+14	+15	+7	72	-31	+4	
	Danemark	-12	+14	+18	+12	+1	50	-49	+6	
	Finlande	-6	+11	+23	+6	+20	66	-65	+17	
Nouveaux pays de destination accueillant de nombreux immigrés récents entrés pour des motifs de travail	Niveau d'éducation faible	Espagne	-5	+21	+21	+6	+14	34	-47	+8
		Italie	+3	+39	+17	+28	+17	37	-40	..
		Portugal	+4	+8	+5	+11	+18	81	-31	..
		Grèce	-1	+32	+25	+30	+16	29	-33	..
	Niveau d'éducation élevé	Chypre ^{1, 2}	+6	+25	+18	+5	+20	45	..	..
		Irlande	0	+11	+5	+2	+9	56	-3	..
		Islande	-1	+26	+14	+17	+10	83	-16	..
		Malte	+2	0	-	+8	+11	57	..	..
Pays dont la population immigrée est façonnée par les modifications de frontières et/ou les minorités nationales	Estonie	0	+23	+11	+1	-28	38	-36	..	
	Slovénie	-2	0	+14	+21	-2	91	-36	..	
	Lettonie	-3	+5	+3	-3	-25	27	-	..	
	Croatie	-5	+3	+6	+4	-5	99	-12	..	
	Rép. tchèque	+1	+7	+14	+21	-3	75	-21	..	
	Lituanie	+4	+10	+6	-1	-15	92	-25	..	
	Hongrie	+10	+3	-3	-4	+8	85	-	..	
	Rép. slovaque	+5	-5	-	+2	-18	89	-	..	
	Pologne	+1	-4	+10	-11	-39	92	-	..	
Pays de destination émergents avec une faible population immigrée	Chili	+11	..	..	..	..	..	-	..
	Corée	+10	..	..	..	..	..	-	..
	Japon	-5	..	..	..	..	..	-	..
	Bulgarie	-3	-	-9	+19	-13	68	-	..	
	Turquie	-3	-5	..	..	..	..	-	..
	Roumanie	+4	-	-	-	-	-	-	..	
	Mexique	-7	..	..	..	..	..	-52	..	
Total UE		-3	+13	+13	+5	+5	59	-32	+4	
Total OCDE		+1	+7	+14	+11	+7	62	-3	+1	

Notes et sources à la fin du chapitre.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216317>

des ressortissants nationaux parmi ceux qui sont nés à l'étranger tend à être élevée. La taille globale de la population née à l'étranger varie toutefois considérablement d'un pays à l'autre, allant de 3 % en Pologne et en République slovaque à 15 % voire davantage en Estonie, en Slovénie et en Lettonie.

Pour la plupart des indicateurs, la population née à l'étranger enregistre des résultats qui sont analogues, voire supérieurs, à ceux de la population née dans le pays, notamment sur le marché du travail. Mais le fait que de nombreux immigrants soient relativement âgés implique qu'ils tendent à être en moins bonne santé que les personnes nées dans le pays³.

Groupe 8 : Pays de destination émergents avec une faible population immigrée (Bulgarie, Chili, Corée, Japon, Mexique, Roumanie, Turquie)

Le dernier groupe de pays de destination comprend des pays de l'OCDE dans les Amériques, en Asie et en Europe. Dans tous ces pays, moins de 2 % de la population est né à l'étranger. Par conséquent, on ne dispose pas d'informations fiables sur un grand nombre d'indicateurs de l'intégration, et quand de telles informations existent, par exemple sur l'emploi, elles sont hétérogènes d'un pays à l'autre. Par exemple, les immigrants ont de meilleurs résultats sur le marché du travail que la population née dans le pays au Chili, en Corée et en Roumanie, tandis que l'inverse est vrai dans les autres pays. Toutefois, la situation de l'immigration évolue rapidement. La proportion des résidents nés à l'étranger a plus que doublé depuis les années 2000-01 dans tous ces pays ; cette augmentation est imputable à la fois aux descendants d'anciens émigrés « qui retournent sur les terres de leurs parents », et aux migrants de travail. En Corée et au Japon, les mariages entre nationaux et étrangers sont à l'origine d'une part non négligeable de l'immigration.

En résumé, tandis que nombre de défis à relever en terme d'intégration sont partagés dans la grande majorité des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, d'autres concernent plus spécifiquement certains groupes de pays dont la population immigrée présente quelques similitudes. Les caractéristiques clé qui influencent les résultats moyens sont la composition de la population immigrée par catégories d'entrée, durée de séjour et niveaux d'éducation. Toutefois, même au sein d'un groupe de pays, les résultats demeurent relativement hétérogènes. Ceci suggère que les politiques ont un rôle à jouer. Bien que l'examen de ces politiques dépasse le cadre de cette publication, les résultats de leurs homologues devraient aider les pays à identifier les domaines où il est possible de mieux faire.

Notes, sources et pour en savoir plus

Note concernant Israël*

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Note concernant Chypre^{1, 2}

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Note des graphiques et des tableaux

.. : non disponible.

- : non significatif.

Graphique 1.1

Données non disponibles pour l'Islande, le Mexique, le Chili, la Turquie, Malte et la Croatie. La moyenne UE comprend des données pour la Roumanie et la Bulgarie mais ces données ne peuvent être présentées individuellement pour des raisons de taille d'échantillon.

Au Royaume-Uni, la distinction entre « né de parents immigrés » et « né de personnes nées dans le pays » repose sur l'appartenance ethnique déclarée dans l'enquête sur les forces de travail. Les personnes de parents nés dans le pays sont celles appartenant aux catégories « Blancs », « Angleterre et Pays-de-Galles », « Irlande du Nord » ou « Écosse ». Les personnes nées au Royaume-Uni ayant un parent immigré et un parent né dans le pays sont celles qui se déclarent d'« appartenance ethnique mixte/diverse ». Les personnes nées de deux parents immigrés sont celles nées au Royaume-Uni et qui déclarent appartenir à l'un des groupes ethniques suivants : « Blancs, Irlandais », « Gitans ou Irlandais itinérants », « Blancs : autres », « Asiatiques/Asiatiques britanniques », « Indiens », « Pakistanais », « Bangladeshi », « Chinois », « Asiatiques : autres », « Noirs/Africains/Antillais/Noirs britanniques », « Autres groupes ethniques ». Ainsi, il est possible que le nombre de personnes d'origine immigrée vivant au Royaume-Uni soit sous-estimé par rapport aux autres pays, en particulier parmi le nombre de personnes nées dans le pays avec des origines mixtes.

Dans l'enquête sociale générale néo-zélandaise (NZGSS 2010), on estime la population née dans le pays de parents immigrés (ou d'un couple mixte) sans possibilité de savoir si le(s) parent(s) sont les parents biologiques. L'estimation est également rendue difficile par la petite taille des échantillons.

Population selon le critère de la nationalité (étrangers/nationaux) au lieu du critère de pays de naissance pour la Corée et le Japon. La part de personnes nées de parents immigrés est estimée à partir des informations issues de PISA 2012.

Les données diffèrent légèrement de celles présentées dans le graphique 1.8 car les sources de données sont différentes dans ces deux graphiques.

Graphique 1.4

Les données sont triées selon l'écart entre personnes nées dans le pays de deux parents nés dans le pays et celles ayant deux parents immigrés.

Graphique 1.5

Ces proportions sont calculées en excluant les non-réponses et les réponses « ne sait pas ». Les données issues de l'Enquête sociale européenne font référence au sentiment d'appartenir à un groupe victime de discrimination pour des raisons raciales, d'appartenance ethnique ou de nationalité. Les données canadiennes font référence aux

personnes nées à l'étranger qui, au cours des cinq dernières années, ont été victimes de discrimination ou ont été traitées de manière non équitable au Canada en raison de leur appartenance ethnique, culture, « race » ou couleur de peau. Les données pour les États-Unis font référence aux enquêtés en emploi qui se sentent d'une façon ou d'une autre victimes de discrimination dans leur travail à cause de leur « race » ou origine ethnique. Les données pour la Nouvelle-Zélande font référence aux personnes nées à l'étranger qui déclarent avoir été traitées injustement ou avoir vécu une situation déplaisante dans les 12 derniers mois à cause de leur appartenance ethnique/raciale ou nationalité. L'erreur relative par échantillonnage pour la Nouvelle-Zélande est de 30 à 49 % pour les hommes immigrés, les immigrés nés dans un pays à hauts revenus, ceux ayant un niveau d'éducation moyen et ceux qui sont inactifs. Elle est de 50 à 99 % pour les personnes âgées de 15 à 24 ans ou de 55 à 64 ans, ainsi que pour les chômeurs et les personnes de faible niveau d'éducation.

Sources

Population selon l'origine migratoire (graphique 1.1)

Enquêtes sur les forces de travail pour les pays suivants : Israël (2011), France (2012), Pays-Bas (2013), Royaume-Uni (2013) et Suisse (2013) ; Recensement 2011 : Australie, Espagne, Luxembourg ; Registres de population : Danemark (2013), Finlande (2012), Norvège (2013) et Suède (2013) ; Enquête européenne sur les forces de travail, module ad hoc 2008 : Chypre^{1, 2}, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovaquie ; Enquête européenne sur les forces de travail, module ad hoc 2008 (personnes nées dans le pays) et Enquête européenne sur les forces de travail 2013 (personnes nées à l'étranger) : Grèce, Irlande, Italie et Portugal ; Allemagne : Mikrozensus (2012) ; Autriche : Mikrozensus (2013) ; Enquête nationale canadienne auprès des ménages (2011) ; États-Unis : Current Population Survey (CPS 2013) ; Japon et Corée : Registres de population ; Belgique : Banque Carrefour de la Sécurité Sociale 2012 (nés dans le pays) et Enquête européenne sur les forces de travail 2013 (nés à l'étranger) ; Nouvelle-Zélande : General Social Survey 2010 (nés dans le pays âgés de 15 ans et plus) et Household Labour Force Survey 2014 (pour les personnes nées à l'étranger et les personnes nées dans le pays âgées de moins de 15 ans).

Taux d'emploi, taux de chômage, taux d'activité et d'inactivité, part de travailleurs indépendants, taux de déclassement, part des travailleurs en contrat temporaire, part de travailleurs de faible niveau d'éducation, part de travailleurs de niveau d'éducation élevé (graphiques 1.2, 1.3, 1.4, 1.7 et tableaux 1.2 et 1.3)

Enquêtes sur les forces de travail 2012-13 de l'Union européenne (EFT-UE), de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ; d'Israël (2011) ; US Current Population Surveys (CPS 2012-13) ; Chili : Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional (CASEN 2011) ; Recensement japonais de la population 2010 ; Mexique : Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo (ENOE 2012), Corée : Foreign Labour Force Survey (2012-13) pour les étrangers et Economically Active Population Survey (EAPS 2012-13) pour les nationaux. Australian Survey on Education and Work (ASEW 2013) pour le « taux de déclassement », la « part de travailleurs de faible niveau d'éducation » et la part de travailleurs de niveau d'éducation élevé ; Australian Forms of Employment 2012 pour la « part des travailleurs en contrat temporaire ».

Scores PISA (tableau 1.3)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE (PISA 2012).

Taux de NEET (tableaux 1.2 et 1.3) et taux d'inactivité (graphique 1.4)

Enquêtes sur les forces de travail pour les pays suivants : Belgique (2012), France (2012), Grèce (2012), Irlande (2012), Israël (2011), Italie (2012), Pays-Bas (2013), Portugal (2012), Royaume-Uni (2013) et Suisse (2013) ; Recensement 2011 : Australie, Espagne, Luxembourg ; Registres de population : Danemark (2013), Finlande (2012), Norvège (2013) et Suède (2013) ; Allemagne : Mikrozensus (2012) ; Autriche : Mikrozensus (2013) ; Enquête nationale canadienne auprès des ménages (2011) ; États-Unis : Current Population Survey (CPS 2013) ; Belgique : Banque Carrefour de la Sécurité Sociale 2012 (nés dans le pays).

Part des adultes ayant de faibles compétences en littératie (tableau 1.2)

Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC 2012).

Taux de pauvreté relative et distribution des revenus (graphiques 1.3, 1.6, 1.7, et tableaux 1.2 et 1.3)

Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) 2012 ; Recensement australien, 2011 ; Canada : Enquête nationale auprès des ménages (ENM 2011) ; US Current Population Survey (CPS 2012) ; Israeli Integrated Household Survey 2011 ; Nouvelle-Zélande : Household Economic Survey (HES 2013). Allemagne : German Socio Economic Panel (G-SOEP 2012 échantillon de 95 %) pour les ressortissants des pays tiers/nationaux.

Part de la population vivant en logement surpeuplé (graphique 1.3 et tableaux 1.2 et 1.3)

Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) 2012 ; Canada : Enquête nationale auprès des ménages (ENM 2011) ; US Current Population Survey (CPS 2012) ; Nouvelle-Zélande : Household Economic Survey (HES 2013). Israël : Household Expenditure Survey (HES 2012).

Part de la population se percevant en bonne santé (tableau 1.2)

Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) 2012. Enquête sur la Santé dans les Collectivités Canadiennes (ESCC) 2011-12. US National Health Interview Survey (NHIS) 2012.

Participation aux élections (tableau 1.2)

Enquêtes sociales européennes (ESS) 2002-12 ; supplément portant sur les participants aux élections de l'édition de novembre 2012 de la Current Population Survey des États-Unis ; Nouvelle-Zélande : General Social Survey (NZGSS 2012) ; supplément de l'enquête canadienne de 2011 sur les Forces de Travail.

Discrimination (graphique 1.5)

Enquêtes sociales européennes (années 2002 à 2012 regroupées) ; États-Unis : General Social Surveys (2004-12) ; Canada : Enquête sociale générale, cycle 23 (2009) ; Nouvelle-Zélande : General Social Survey (NZGSS 2012).

Part de personnes nées à l'étranger (graphiques 1.7 et 1.8)

Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales (2000-01 et 2011-12) ; Base de données d'Eurostat sur les migrations internationales et l'asile pour les membres de l'Union européenne non-membres de l'OCDE, Enquêtes européennes sur les forces de travail (EFT-EU 2012-13) pour la Croatie et la Turquie.

Part d'immigrés récents (graphique 1.8)

Enquêtes européennes sur les forces de travail (EU-LFS 2012-13) ; *American Community Survey* (ACS 2012) ; *Israeli Labour Force Survey* 2011 ; Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC 2010-11) pour les autres pays non européens.

Part des immigrés nés dans un pays à hauts revenus et part d'immigrés âgés (graphique 1.8)

Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC 2010-11). Enquêtes européennes sur les forces de travail (EFT-EU 2012-13) pour la Croatie.

Part d'immigrés dont la langue maternelle est la langue du pays (graphique 1.8)

Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC 2012). Pour les pays ne participant pas à PIAAC, l'estimation est basée sur le concept de « pratique de la langue avant la migration » du Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale (CEPII) : commerce, production et protection bilatérale.

Pourcentage de nationaux (tableau 1.3)

Enquêtes européennes sur les forces de travail (EFT-UE 2012-13) ; *US American Community Survey* (ACS 2012), Recensement australien 2011, Canada : Enquête nationale auprès des ménages (ENM 2011).

Pour en savoir plus

- Card, D. (2004), « Is the New Immigration Really So Bad? », *Economic Journal*, vol. 115, n° 507.
- Damas de Matos, A. et T. Liebig (2014), « Les qualifications des immigrés et leur valeur sur le marché du travail : comparaison entre l'Europe et les États-Unis », *Gérer les migrations économiques pour mieux répondre aux besoins du marché du travail*, Éditions OCDE/UE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217027-9-fr>.
- Heath, A., T. Liebig et P. Simon (2013), « Discrimination envers les immigrés – mesures, incidence et instruments politiques », *Perspectives des migrations internationales* 2013, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2013-fr.
- Liebig, T. et T. Huddleston (2014), « L'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail : développer, mobiliser et utiliser les compétences », *Perspectives des migrations internationales* 2014, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2007-fr.

Notes

1. Dans les pays européens de l'OCDE, les descendants d'immigrés (nés dans le pays) sont quelquefois nommés « seconde génération ». Ce terme est toutefois connoté et risque en particulier de perpétuer le statut d'immigré pour ce groupe né dans le pays de résidence et de suggérer qu'ils ne sont pas considérés – et ne se sentent pas – partie intégrante de la société d'accueil de leurs parents. Des pays d'installation de l'OCDE font également référence à ce terme mais avec une connotation différente : au Canada par exemple le terme « Canadiens de seconde génération » est employé pour refléter le fait que les immigrés comme leurs enfants nés au Canada font partie intégrante de la société.
2. Les pays qui offrent des opportunités d'emplois aux travailleurs migrants sont plus susceptibles d'en attirer un plus grand nombre. En d'autres termes, les migrations de travail répondent à une demande de la part des employeurs.
3. De plus, on observe souvent des défis liés aux changements de frontières et aux restructurations économiques. Par exemple, en Estonie, de nombreux Russes sont arrivés comme migrants de travail (durant la période soviétique) sans ressentir le besoin d'apprendre l'estonien, étant donné que le russe était la langue officielle de l'Union soviétique. Ils travaillaient dans des secteurs qui ont été fortement touchés par la restructuration économique qui a eu lieu après l'indépendance.



Extrait de :

Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Introduction et vue d'ensemble », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.